

# Rentrée 2023: une polémique raciste pour cacher un vide politique



La CGT Educ'Action 93 dénonce les annonces faites par le ministre Gabriel Attal le 28 août, à une semaine de la rentrée. Reprenant une rhétorique réactionnaire et mensongère déjà maintes fois utilisée par les gouvernements Macron successifs, il cherche à attirer l'attention sur ce qu'il déclare être le problème majeur de l'école française pour cette rentrée 2023 : le port de l'abaya par des jeunes filles.

Notre syndicat départemental rappelle que ce vêtement n'est pas religieux, et est une robe longue. Il peut être qualifié de vêtement culturel, ce qui rend toute appréciation de son caractère religieux et ostentatoire impossible à moins de demander aux personnels éducatifs de se fonder sur l'origine, la couleur de peau, la famille, le comportement extérieur à l'établissement de ces élèves.

**Une telle consigne est une discrimination claire, et une telle annonce par le ministre relève d'une volonté raciste et sexiste de stigmatiser les jeunes filles musulmanes.** Le culturel n'entre pas dans le champ de la laïcité, largement dévoyée par les gouvernements successifs qui s'emploient davantage à tenter de contrôler le corps des femmes et des adolescentes perçues comme musulmanes. Nous, syndicat de l'éducation nationale de la Seine-Saint-Denis, savons que nos élèves sont particulièrement visées, et que les jeunes des quartiers populaires subissent sans relâche ces discriminations. De plus cette interdiction est de toute façon inutile puisque les textes législatifs sur la question existent déjà, renforçant l'idée qu'il s'agit ici bel et bien d'une tentative de diversion à caractère raciste.

**En effet cette annonce est en lien direct avec l'abandon des quartiers populaires par l'Etat,** qui se défausse sur les habitants des difficultés qu'ils rencontrent. La seule annonce à faire est celle, revendiquée de longue date par la CGT Educ'Action 93, d'un plan d'urgence pour la Seine-Saint-Denis, avec plus de moyens pour nos élèves, plus de postes et des conditions d'étude et de travail décentes. Alors même qu'en France, à la rentrée 2023, 1990 enfants allant à l'école dorment à la rue, c'est la seule manière d'agir contre les inégalités socio-économiques qui sapent les principes fondamentaux de notre république.